

Résolution 11 : SSP-VPOD

Solidarité avec le personnel en grève dans le secteur public

Le Congrès féministe de l'USS) exprime sa solidarité pleine et entière avec les grèves et mobilisations en cours dans les secteurs publics et parapublics contre les politiques d'austérité cantonales et fédérales.

Les coupes budgétaires annoncées dans les cantons de Vaud, Genève, Fribourg et ailleurs, ainsi qu'au niveau fédéral, menacent les services publics, les conditions de travail et péjorent les prestations aux usagères et usagers. Ces mesures ne sont pas inévitables : elles sont le résultat de choix politiques, notamment celui de réduire les impôts des plus riches et des entreprises ces dernières années, privant volontairement les collectivités de ressources essentielles. Cela étant dit, en 2025, les cantons présentent globalement un excédent de 1,1 milliards de francs, alors qu'ils avaient annoncé 1,3 milliards de déficit, soit une erreur monumentale de 2,4 milliards. Ainsi les politiques d'austérité sont justifiées par des déficits qui n'existent pas.

Ces politiques d'austérité interviennent dans des secteurs qui souffrent déjà aujourd'hui d'un manque de moyens, notamment dans les secteurs de la santé, de la formation et du social. Les salaires du personnel baissent, les effectifs sont réduits, les conditions de travail sont dégradées. La logique néolibérale affaiblit les services publics avec des conséquences sur les prestations qui sont revues à la baisse, voir supprimées, avec des effets néfastes sur les usagers et usagères, en particulier sur les populations pauvres et précarisées.

Les politiques d'austérité frappent particulièrement les femmes :

- Elles sont majoritaires dans des secteurs comme la santé, le social ou encore l'accueil des enfants. Aussi, les femmes sont surreprésentées dans les emplois précaires, à temps partiel et avec des salaires bas.
- La réduction des prestations se traduit par un transfert de la charge de travail sur les ménages, et, on le sait, le travail non rémunéré, domestique éducatif, de proche aidant est majoritairement assuré par les femmes.

Les politiques d'austérité renforcent les inégalités sociales et les inégalités de genre, alors que nous aurions besoin d'investissements massifs, par exemple pour améliorer l'accueil extrafamilial des enfants ou pour implémenter des mesures contre les violences de genre.

Aux mesures cantonales, il faut ajouter celles prévues par la Confédération qui prépare des coupes massives de plusieurs milliards de francs. Il s'agit de près de 60 mesures, dont une vingtaine de mesures sont déjà discutées dans le cadre du budget fédéral 2026 et les autres sont à venir l'année prochaine. Un référendum pourrait être nécessaire. Ces mesures touchent au cœur l'éducation, la formation, la science, les transports, l'aide aux victimes, les personnes migrantes. Les Hautes Ecoles sont particulièrement impactées, notamment le corps intermédiaire déjà précarisé, mais aussi les étudiant-e-s et leurs familles puisqu'une des mesures allant du doublement au quadruplement des taxes d'études.

Dans un autre train de mesures, la Poste risque d'être démantelée avec une remise en cause des emplois et des prestations et une accélération de la privatisation qui nuit tant aux conditions de travail du personnel, déjà fortement sous pression qu'au usagères et usagers, notamment aux populations âgées et/ou qui vivent dans des zones moins urbaines.

Le Congrès féministe de l'USS :

- Refuse les mesures d'austérité alors que les finances publiques se portent bien et que les cadeaux fiscaux aux riches se succèdent ;
- Affirme qu'un service public fort est nécessaire pour garantir l'égalité et la justice sociale.
- Exprime tout son soutien aux grèves et manifestations du secteur public et parapublic !